

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC SPS

**Mission de coordination en matière de SPS phase
conception et réalisation pour la restauration de la
continuité écologique sur la rivière Moselle - Ouvrage
de franchissement piscicole au barrage d'Argancy**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage
Bâtiment Skyline
169 rue de Newcastle
CS 80062
54036 NANCY CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT











	Objet	Mission de coordination en matière de SPS phase conception et réalisation pour la restauration de la continuité écologique sur la rivière Moselle - Ouvrage de franchissement piscicole au barrage d'Argancy
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Avec tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Reconduction	
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

Table des matières

CLAUSE TECHNIQUE N° 1 REGISTRE JOURNAL DE LACOORDINATION (RJC)	4
CLAUSE TECHNIQUE N° 2 DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURE SUR L'OUVRAGE (DIUO) ...	4
CLAUSE TECHNIQUE N° 3 PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (PGCSPS).....	5
CLAUSE TECHNIQUE N° 4 Décomposition de la mission en phase de conception.....	6
I- Modalités pratiques de coopération.....	6
II - Registre Journal de la Coordination (RJC)	7
III - Interférences avec les activités d'exploitation.....	7
IV - Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)	7
V - Accès au chantier	7
VI - Dossier de maintenance des lieux de travail	8
VII - Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)	8
VIII- Mesures de sécurité du chantier.....	8
IX - Avis sur les documents d'étude	8
X - Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)	8
XI - Analyse des offres	9
CLAUSE TECHNIQUE N° 5 Décomposition de la mission en phase de réalisation.....	9
I - Coordination des activités.....	9
II - Application des mesures de coordination	9
III - Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)	9
IV - Registre Journal de la Coordination (RJC)	9
V - Dossier de maintenance des lieux de travail	9
VI - Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)	10
VII - Accès au chantier.....	10
VIII - Interférences avec les activités d'exploitation	10
IX - Avis sur les documents d'exécution des ouvrages.....	10

CLAUDE TECHNIQUE N° 1 REGISTRE JOURNAL DE LACOORDINATION (RJC)

Article R.4532-38 à 41 du Code du Travail : Le coordonnateur ouvre le Registre Journal de la coordination dès la signature du contrat et y consigne, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :

1. les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues à l'article R.4532-12, qu'il fait viser par les entreprises concernées ;
2. les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaire de faire au maître de l'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec leur réponse éventuelle ;
3. dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour ;
4. le procès-verbal de passation de consignes avec le coordonnateur appelé à lui succéder.
5. Il présente le Registre Journal, sur leur demande, au maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé en application de l'article L.8112-3 du Code du Travail, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment, aux représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels et, lorsqu'il est constitué, aux membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Le Registre Journal est conservé par le coordonnateur pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

CLAUDE TECHNIQUE N° 2 DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURE SUR L'OUVRAGE (DIUO)

Article R.4532-95 à 96 du Code du Travail : Le DIUO prévu au Code du Travail rassemble sous bordereau tous les documents, tels que les plans et notes techniques de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage. Il comporte notamment, le dossier de maintenance des lieux de travail prévu à l'article R.235-5.

Pour ce qui concerne les autres ouvrages, doivent notamment figurer dans le dossier les dispositions visées aux **a, b, c, et d** ainsi qu'à l'alinéa 3 de l'article R.235-5.

Il est constitué dès la phase de conception de l'ouvrage par le coordonnateur qui en a la responsabilité et transmis au coordonnateur chargé de la phase de réalisation des travaux lorsque celui-ci est différent ; cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

Article R.4532-97 : Le DIUO est remis au maître de l'ouvrage par le coordonnateur en fonctions lors de la réception de l'ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier. Il

est joint aux actes notariés établis à chaque mutation de l'ouvrage. Dans le cas d'une copropriété, un exemplaire du dossier est également remis au syndic de l'immeuble.

Article R.4532-98 : Lors de toute nouvelle opération pour laquelle un coordonnateur est requis, un exemplaire du DIUO est remis au coordonnateur en matière de sécurité et de santé désigné par le maître de l'ouvrage.

Le coordonnateur en matière de sécurité et de santé apporte au dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage les modifications et compléments éventuels découlant des nouveaux travaux.

Les dispositions en matière de transmission prévues aux articles R. 4532-95 à 98 s'appliquent au dossier mis à jour.

Il sera constitué autant de DIUO que d'ouvrage construit nécessitant une intervention ultérieure.

CLAUSE TECHNIQUE N° 3 PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS (PGCSPS)

Article R.4532-43 du Code du Travail : Le PGCSPS est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Article R.4532-44 à 48: Le PGCSPS, joint aux autres documents remis par le maître de l'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter, énonce notamment :

1. les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;
2. les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ;
3. les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
 - a) les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;
 - b) les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
 - c) la délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
 - d) les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
 - e) les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
 - f) l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
 - g) les mesures prises en matière d'interactions sur le site ;
4. les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;

5. les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment :
 - a) pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage en application de l'article L.235-16 du Code du Travail et du décret pris pour son application ;
 - b) pour les opérations de génie civil, les dispositions prises par le maître de l'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail ;
6. les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
7. les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

En outre, le PGCSPP rappelle, dans le cas de la constitution d'un Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT), la mission de ce collège en la matière.

Article R.4352-47 à 48: Le PGCSPP est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Le PGCSPP intègre notamment au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Santé (PPSPS) ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du Code du travail.

Article R.4532-49 à 50 : Dès la phase de consultation des entreprises, le maître d'ouvrage est tenu d'adresser le PGCSPP, sur leur demande, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé en application de l'article L.611-1 (alinéa 3), à l'agent du comité régional de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBT) et aux représentants des chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels.

Le PGCSPP tenu sur le chantier peut être consulté par le médecin du travail, les membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel, appelés à intervenir sur le chantier, ainsi que par les membres du CISSCT et par les personnes mentionnées à l'alinéa précédent.

Article R.4532-51: Le PGCSPP tenu sur le chantier est conservé par le maître de l'ouvrage pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

CLAUDE TECHNIQUE N° 4 Décomposition de la mission en phase de conception

I- Modalités pratiques de coopération

Dans un délai de 10 jours à compter de la notification du marché, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission.

Sur la base de ces propositions, le maître de l'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, y compris au présent marché.

II - Registre Journal de la Coordination (RJC)

Conformément aux articles R.4352-13 à 16 du Code du Travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination.

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur S.P.S. consigne dans leur ordre chronologique et fait viser par les intéressés et le maître d'œuvre tous les événements liés à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Ce cahier est complété par des annexes auxquelles il est fait référence.

En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur S.P.S. transmet au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au R.J.C. depuis le dernier envoi.

III - Interférences avec les activités d'exploitation

Les travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures édictées par l'article R.238-18-4°-a) du Code du Travail.

Suite à l'inspection commune avec le/les exploitant(s) concerné(s) et après concertation avec lui/eux, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site. Après accord du maître de l'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le coordonnateur SPS propose également au maître de l'ouvrage les dispositions à soumettre à l'autorité compétente pour qu'elle arrête les conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage pendant les travaux notamment :

- en matière de protection incendie
- en matière de protection électrique
- en matière de stabilité d'ouvrages existants
- en matière d'accidents de navigation

IV - Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Son cadre est défini aux articles R.4532-44 à 45 du Code du Travail.

Le coordonnateur SPS commence à élaborer le PGCSPS dès le début d'exécution de l'élément "AVP".

Dans un délai de 15 jours après la réception du « DCE Travaux », il communique au maître de l'ouvrage un exemplaire du ou des plans généraux qui définissent les principales mesures de prévention.

Il remet au maître de l'ouvrage la version à joindre pour chaque Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans les 15 jours après la réception du "DCE Travaux".

V - Accès au chantier

Le coordonnateur SPS détermine dans le PGCSPS les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

VI - Dossier de maintenance des lieux de travail

Sans objet.

VII - Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Son cadre est défini aux articles R.4532-95 à 96 du Code du Travail.

Le DIUO, élaboré par le coordonnateur SPS, rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures. Il est à réaliser pour chaque ouvrage.

Il comporte notamment :

- Les dispositions prises pour:
 - * Les accès à l'ouvrage :
 - les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
 - les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes ;
 - * les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes ;
 - * faciliter l'entretien du génie civil, des organes de maintenance, notamment, les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
 - * faciliter les travaux d'entretien et notamment pour :
 - les batardeaux amont et aval ;
 - les accès aux organes de manœuvre, canalisations en galerie technique ;

Dans un délai de **15 jours** après la réception du ou des "Projet", **le coordonnateur SPS communique au maître de l'ouvrage le ou les DIUO** pour chaque ouvrage concerné.

VIII - Mesures de sécurité du chantier

Le coordonnateur SPS définit les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques, et mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui auront à intervenir sur le chantier.

IX - Avis sur les documents d'étude

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 15 jours, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre, pour formuler un avis écrit au maître de l'ouvrage.

X - Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du/des DCE en proposant au maître de l'ouvrage dans un délai de 15 jours l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier et en particulier :

- Les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entreprises de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération (notamment les modalités de prise en charge par les différents corps d'état des dispositions retenues) ;
- Les modalités pratiques de coopération en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Les obligations des titulaires des marchés de travaux, et de leurs sous-traitants éventuels, en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Le/les Plan Général de Coordination adapté à chaque DCE

XI - Analyse des offres

Le coordonnateur SPS participe et à la demande du maître d'ouvrage, à l'analyse des offres, y compris les variantes, effectuée par le maître d'œuvre en ce qu'elles peuvent concerner la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

A l'issue de cette analyse, il communique son avis au maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours.

CLAUSE TECHNIQUE N° 5 Décomposition de la mission en phase de réalisation

I - Coordination des activités

Le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations et matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

A cet effet, il doit notamment, procéder avec chaque entreprise, y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune.

Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant remise du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (PPSPS).

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire.

II - Application des mesures de coordination

Le coordonnateur SPS veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies.

III - Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS)

Le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGCSPS les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) au fur et à mesure de leur élaboration et en avise dans un délai de 10 jours le maître d'œuvre.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au Registre Journal de la Coordination.

Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

IV - Registre Journal de la Coordination (RJC)

Le coordonnateur SPS complète en phase travaux et fait viser le RJC conformément aux articles R.4532-38 à 39 du Code du Travail.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi.

V - Dossier de maintenance des lieux de travail

Sans objet.

VI -_Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Le coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution en phase chantier.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 30 jours à partir de la remise, par le maître de l'ouvrage, du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) pour assurer la cohérence avec le DIUO et le lui remettre.

En cas de réceptions partielles, le maître de l'ouvrage peut demander un DIUO partiel qui doit lui être remis dans un délai de 30 jours.

VII - Accès au chantier

Le coordonnateur SPS prend les dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

VIII - Interférences avec les activités d'exploitation

Les travaux portant sur des ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent toutes les mesures édictées par l'article R.4352-12 du Code du Travail.

Le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les adaptations, à soumettre à l'autorité compétente, des conditions particulières d'exploitation de l'établissement ou de l'ouvrage :

- en matière de protection incendie
- en matière de protection électrique
- en matière de stabilité d'ouvrages existants
- en matière d'accidents de navigation

IX - Avis sur les documents d'exécution des ouvrages

Pour mener à bien sa mission, s'il l'estime nécessaire, le coordonnateur SPS émet des observations écrites au maître de l'ouvrage sur tout document d'exécution.